

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Une lutte acharnée se livre autour du fort de Douaumont.

La position, enlevée par l'ennemi, a été de nouveau atteinte et dépassée par nos troupes, que toutes les tentatives de l'ennemi n'ont pu faire reculer.

"C'est la guerre!"

J'ai connu cet ouvrier avant la guerre. Il menait à Saint-Quentin une existence laborieuse et sage. Toujours le premier à l'atelier, même le lundi. Son patron le citait en exemple.

Chassé par l'invasion, l'homme est venu à Paris. Bien qu'il ne soit plus mobilisable, il a encore les muscles souples ; mais soit qu'il n'ait pas trouvé de travail, soit qu'il ait mal cherché, il a pris l'habitude de flâner autour de la gare du Nord, à l'endroit même où il a débarqué, échoué plutôt, avec les pauvres gens de son pays. Et on dirait qu'il attend là, depuis tantôt deux ans, l'heure du train qui doit le ramener à Saint-Quentin.

Quelle sorte d'allocation touche-t-il ? De quoi vit-il ? De peu, certainement. Mais ce peu lui suffit, et, bornant ses désirs, il n'éprouve aucun besoin d'augmenter ses ressources. Il prend le temps comme il est, et vit en philosophe, voire en lazaronne.

Je l'ai rencontré hier, bayant à la neige, et je me suis permis de lui dire :

— On demande des balayeurs à l'Hôtel de Ville... Pourquoi n'y allez-vous pas ?

Il m'a répondu d'un air presque offensé :

— Pensez-vous que je vais travailler par un temps pareil !

— C'est généralement quand il fait froid que la neige tombe. Et ça vous réchaufferait de la balayer. Mais qu'il fasse froid ou chaud, visiblement vous n'avez pas grande envie de vous mettre à l'ouvrage...

Il avoua dans un sourire :

— C'est vrai, j'ai un peu la flemme.

Puis, comme s'il établissait un lien de cause à effet entre deux termes inséparables, il ajouta d'un ton dégagé :

— Que voulez-vous ? On ne s'en fait pas... C'est la guerre !

C'est la guerre ! Avez-vous remarqué comme le mot a changé de sens depuis dix-huit mois ? Il eut d'abord un son catastrophique ; on ne pouvait le prononcer ou l'entendre sans un frisson d'angoisse.

Puis, insensiblement, on s'y est accoutumé ; devenu familier, le mot n'exprime plus qu'une manière d'être qui n'est plus loin de paraître normale. S'il évoque encore dans certains esprits l'idée de circonstances exceptionnelles, cette exception n'est pas toujours déplaisante. Par exemple, quand mon ouvrier de Saint-Quentin m'explique avec un naïf contentement qu'il ne travaille plus « parce que c'est la guerre », il a conscience d'être parfaitement logique ; il est, en effet, dans la logique de la situation et en règle avec la société qui le paie, parce qu'il ne travaille pas.

N'essayez pas de lui remontrer que ce n'est peut-être pas la véritable raison du secours qu'on lui alloue, et que son oisiveté ne lui crée pas un titre de rente. Il ne comprendrait pas. Le certain, c'est qu'il ne fait rien, et qu'on l'entretient à ne rien faire. Il n'en demande pas davantage. Voilà comment la guerre, l'affreuse guerre, devient une excuse commode et charmante, qui coupe court à toutes les objections. Notre ancien ouvrier murmure en souriant : « C'est la guerre ! » du même ton ravi qu'un écolier s'écrierait : « Chic ! C'est les vacances ! »

Combien sont-elles de têtes fai-

bles ou lassés à se reposer ainsi sur le « mol oreiller » de la guerre ? On prête à un ministre ce mot qui pourrait être grand : « Ne lésinez pas sur les allocations ; il faut que la guerre soit populaire. » Mais il y a au moins deux façons de l'entendre, et j'ai peur qu'on ne l'ait trop souvent entendu dans ce sens : « L'essentiel est de ne pas mécontenter nos électeurs. »

Quels seront les résultats de cette méthode ? Comment le peuple, après la guerre, rompra-t-il avec les habitudes de farniente et de parasitisme, qu'on a commis la faute de lui laisser prendre ? Nous le saurons un jour ; mais, dès aujourd'hui, nous pouvons voir ceci, qui est grave. Peu à peu s'est ancrée dans l'esprit public cette idée trop simple qu'en temps de guerre les soldats seuls travaillent de leur métier, avec les ouvriers qui fabriquent leurs armes, (à la condition, bien entendu, d'être payés deux fois plus cher). Quant aux autres, ils n'ont plus qu'à regarder, et à « voir venir ». Les ministres les plus diserts, les publicistes les plus experts ne leur ont-ils pas répété cent mille fois que la ruine de l'Allemagne n'est plus qu'une question de temps, que son « usure » est lente, mais inévitable, et qu'il nous suffit d'attendre encore un peu sous l'orme national pour qu'un beau matin la victoire nous tombe dans le bec toute rôtie ?

Funeste optimisme ! C'est ainsi qu'une grande ville surpeuplée reste ensevelie et désemparée sous la neige, faute de balayeurs ; c'est ainsi que les bateaux encombrant les ports, faute de débardeurs ; c'est ainsi que les usines chôment, faute de main-d'œuvre et de matières premières ; c'est ainsi que la crise des transports s'aggrave, et qu'à l'heure où les besoins du pays sont le plus pressants, la vie économique est aux trois quarts paralysée. Tout cela parce que les trois quarts des Français qui ne sont pas au front touchent la sportule et vont répétant comme mon ouvrier désemparé : « Que voulez-vous ? C'est la guerre... On ne s'en fait pas ! »

Peut-être ne s'en fait-on pas assez...

Gustave Téry

LA GUERRE AÉRIENNE

DEUX AVIONS ABATTUS

Aujourd'hui, dans la région de Verdun, l'adjudant Navarre, sur avion monoplace, a abattu à coups de mitrailleuse deux avions allemands, ce qui porte à cinq le nombre des avions ennemis abattus par ce pilote. Les appareils ennemis sont tombés dans nos lignes. Deux des aviateurs qui les montaient ont été tués, les deux autres ont été faits prisonniers.

Dans la même journée, une de nos escadrilles composée de neuf avions de bombardement a lancé cent quarante-quatre obus sur la gare de Metz-Sablons.

Une autre de nos escadrilles a bombardé les établissements ennemis de Chambley, au nord-ouest de Pont-à-Mousson.

La Censure et les Députés

Dans la nuit du 19 au 20 février, le ministre de la guerre a téléphoné aux vingt généraux commandants de région une consigne « interdisant de laisser passer dans les journaux toute attaque systématique contre le Parlement ou ayant pour objet de tourner en ridicule les députés ou de porter atteinte à la dignité du régime parlementaire » (sic).

Les généraux ont télégraphié cette consigne aux préfets et sous-préfets, qui ont prévenu les censeurs.

Cette consigne est une de celles qui ont le plus réjoui le personnel des postes.

Pourquoi ?

La Bataille de Verdun

NOUS CONTRE-ATTAQUONS AVEC VIGUEUR



Les Communiqués

15 heures

La lutte est toujours âpre dans la région au nord de Verdun, où l'ennemi continue à porter ses efforts sur le front à l'est de la Meuse.

D'après les derniers renseignements, nos troupes résistent sur les mêmes positions aux assauts répétés d'un ennemi qui ne compte plus ses sacrifices.

Dans la région de Douaumont, les combats en cours ont revêtu un caractère d'acharnement particulier.

Sur le front de la Woëvre, les éléments avancés que nous tenions comme ligne de surveillance d'Ornes à Hennemont, depuis les combats de l'année dernière, ont été rapprochés du pied des côtes de Meuse, sur l'ordre du commandement, sans attaques de l'adversaire.

Notre artillerie de la rive droite et de la rive gauche de la Meuse répond sans relâche au bombardement ennemi.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 heures

En Artois, lutte de mines. Nous avons fait sauter deux fourneaux, l'un à l'ouest de la route de Lille et un second à l'est de Neuville-Saint-Vaast, sous un boyau occupé par l'ennemi.

En Champagne, nous avons complètement repoussé une attaque de l'ennemi sur le saillant enlevé par nous au sud de Sainte-Marie-à-Py. Le nombre total des prisonniers faits par nous dans cette affaire s'élève à trois cent quarante, dont neuf officiers et trente-six sous-officiers. Tirs de destruction sur les ouvrages allemands au nord de Ville-sur-Tourbe et dans la région du Mont-Télu.

Dans la région au nord de Verdun, le bombardement continue sans arrêt à l'est et à l'ouest de la Meuse. Aux attaques de l'ennemi nos troupes répondent par des contre-attaques menées avec vigueur sur les divers points assaillis de notre front. Toutes les tentatives nouvelles des Allemands dans la région de Champneuville et sur la côte du Poivre, où nous sommes solidement établis, ont été repoussées. Une lutte acharnée se livre autour du fort de Douaumont, qui est un élément avancé de l'ancienne organisation défensive de la place de Verdun.

La position, enlevée ce matin par l'ennemi après plusieurs assauts infructueux qui lui ont coûté des pertes très élevées, a été de nouveau atteinte et dépassée par nos troupes que toutes les tentatives de l'ennemi n'ont pu faire reculer.

Mise au point

Un de nos confrères, « sans insister davantage », signalait dernièrement cette énormité que les prisonniers allemands mis à la disposition du port du Havre pour activer le déchargement des bateaux en souffrance touchaient un salaire de 6 à 8 fr. par jour.

L'Œuvre a pensé qu'il fallait « insister » pour tirer cette affaire au clair. Et elle a eu raison, puisqu'elle peut aujourd'hui mettre fin à une légende dont on s'est beaucoup ému.

Le port du Havre s'étant trouvé encombré faute de main-d'œuvre pour le déchargement des navires, l'autorité militaire a dû fournir aux entrepreneurs des prisonniers de guerre, pour lesquels ils doivent verser le même salaire que celui des ouvriers civils.

Mais l'entrepreneur remet tous les jours, pour chacun de ses Boches, la somme de vingt centimes, fixée par la convention internationale et constituant l'argent de poche de l'intéressé. Quant à la différence, elle est simplement versée... au Trésor. Ce qui fait qu'un prisonnier remplaçant un ouvrier payé 8 francs touche 20 centimes, tandis que le Trésor encaisse 7 fr. 80, et aussi, s'il y a lieu, le prix intégral des heures supplémentaires.

Bien loin d'être scandaleuse, cette solution mérite au contraire d'être approuvée. Les entrepreneurs continuent à payer le tarif syndical, et le Trésor réalise sur le travail de MM. les Boches un bénéfice d'autant plus appréciable qu'il est assez insolite.

Au nord-est de Saint-Mihiel, notre artillerie lourde a bombardé des hangars et des dépôts ennemis près de Vigneulles.

Les Allemands ont tiré plusieurs obus de gros calibre dans la direction de Lunéville et de Nancy.

Il importe d'être très sobre de commentaires sur la bataille qui se déroule de plus en plus violente.

Beaucoup trop de contingences nous échappent pour que nous puissions nous permettre de juger les événements.

Il est encore plus inopportun d'essayer de prévoir l'issue de la lutte.

Ce n'est pas au moment où nos soldats se battent avec une énergie farouche pour maintenir notre drapeau flottant sur les murs de la citadelle de la Woëvre qu'il convient de leur crier dans les oreilles que l'entrée de l'ennemi dans cette ville n'aurait qu'une importance limitée.

Ils le savent bien, cela, nos poilus ! Mais à quoi bon diminuer leur courage en le leur répétant ?

Ce n'est pas non plus le moment de rechercher le but stratégique poursuivi par l'ennemi. Son but ? Mais n'est-il pas évident ? C'est une victoire, coûte que coûte.

Pourquoi à Verdun plutôt qu'ailleurs ? Parce que le recul qui pourrait suivre un échec sur ce point serait toujours limité à la ligne Metz-Thionville.

Nous nous bornerons donc à exposer les faits dans toute leur brutalité.

Sur notre gauche, nous continuons à tenir contre toutes les attaques de l'ennemi la côte du Talon. Au centre, nous tenons toujours également la côte du Poivre. A droite, le terrain sur lequel est élevé le fort de Douaumont est l'objet d'une lutte de plus en plus vive, où des alternatives diverses se produisent.

Au surplus, il ne faut pas perdre de vue que les grandes batailles modernes durent plus d'un mois. Quelque défavorables que paraissent les premières phases de la lutte, il n'y a pas lieu d'exagérer.

Au moment de la bataille de la Marne, la situation était bien autrement critique : une manœuvre la sauva.

Attendons avec confiance.

Général Verraux

La veillée des armes

UN OFFICIER raconte les péripéties de l'attaque

Le temps n'est plus où le mouvement pouvait suppléer au feu. C'était la tactique de la garde impériale qui s'avancait au pas, sans tirer, se contentant de serrer les rangs et de rectifier les alignements à chaque homme qui tombait. Mais la manœuvre des fusils était longue et leur portée, courte. La zone dangereuse mesurait à peine deux cents mètres pendant le parcours desquels l'assaillant essayait au plus quatre décharges. Une bonne mitrailleuse suffirait aujourd'hui pour arrêter la Garde.

Pourtant le règlement d'infanterie affirme encore que, « le mouvement en avant seul est décisif ». Au début de la campagne, nous avons trop compté sur cette tactique et l'expérience nous a contraints de lier de plus en plus le feu et le mouvement. L'exemple des Allemands a même prouvé que la supériorité du feu, quand elle atteint un certain degré, peut suffire à provoquer la retraite de l'ennemi.

Mais de tels résultats sont des exceptions et, aujourd'hui comme hier, l'assaut demeure la phase décisive de l'attaque. Seulement, au cours de cette guerre, l'assaut est devenu le préliminaire du combat, alors qu'il en était autrefois le couronnement : toute action commence par un assaut tandis qu'autrefois l'assaut terminait chaque bataille.

Je n'entreprends pas une étude technique, je veux noter seulement combien les conditions morales de l'assaillant ont été modifiées par ce revirement tactique.

En rase campagne, les sections arrivent à portée d'assaut à découvert. Elles ont donc franchi sous le feu la distance qui les séparait de leur objectif. Elles ont subi des pertes ; mais elles ont eu le temps de s'acclimater au combat. Le danger a augmenté progressivement. Les soldats ont marché d'abord sans voir ni être vus. Ils ont passé à travers les obus. Puis, sous les balles, ils ont cheminé par bonds, de couvert en couvert, jusqu'à proximité de l'ennemi. Ils sont là, couchés à plat ventre, prêts à s'élaner pour le dernier bond, plus long que les autres, il est vrai, mais exécuté en masse, avec l'appui moral du coude-à-coude. Le plus difficile est fait ; encore un acte d'énergie et c'est la victoire. A cette minute, pas un d'eux ne réfléchit, parce qu'ils sont tous dans l'excitation de la bataille.

Combien est différent l'état d'esprit des hommes qu'on a transportés en camion, des cantonnements de repos vers le secteur de l'attaque, et qu'on amène soigneusement à couvert, par des boyaux profonds, jusqu'à la place d'armes dont ils devront franchir tout à l'heure le parapet ! Ils arrivent là plus émus qu'excités ; stoïques la plupart, mais sans flamme. Il faut toute la violence de la préparation d'artillerie pour les mettre au diapason. Peu à peu la vibration de l'atmosphère leur communique une vibration intérieure toute physiologique. Mais c'est par un acte de volonté qu'ils franchiront les échelles, plutôt que par un élan spontané. On comprend la prévoyance de l'état-major allemand qui remplace l'échauffement naturel du combat par des stimulants factices.

Ce qui rend pour ceux-là plus méritoire l'acte de sauter le pas, c'est la sécurité que leur assure la tranchée de départ. La troupe, à proximité de l'ennemi, peut difficilement, en rase campagne, rester stationnaire. Sa situation est critique : reculer est aussi dangereux que progresser, sinon plus. L'assaut devient alors la fuite salutaire en avant. S'il réussit, les hommes pourront souffler un moment en exécutant sans risque des feux de poursuite sur l'ennemi en déroute.

Mais aucune nécessité extérieure ne pousse le soldat dans la tranchée à abandonner l'abri tutélaire auquel il est habitué, pour se jeter délibérément dans un combat dont l'assaut n'est que le prologue. Car l'ennemi aussi s'est enterré, ce qui change singulièrement les conditions de l'attaque.

Au début, quand on donnait l'assaut, il y avait deux alternatives : ou bien les assaillants étaient arrêtés, fauchés par les mitrailleuses, ou bien ils arrivaient jusque sur la position à enlever. Dans ce cas, l'ennemi n'attendait pas le choc. Sur le point d'être abordé, il jetait les armes ou lâchait pied. L'assaut

UN VAPEUR ANGLAIS COULÉ

Le vapeur anglais *Fastnet* vient d'être coulé par un sous-marin dans la Méditerranée occidentale. L'équipage a été sauvé par un de nos bâtiments de croisière. Le capitaine du *Fastnet* a fait savoir qu'il a vu le même sous-marin couler devant lui un bateau suédois du nom de *Tornborg*, dont il a emmené les embarcations à la remorque.

n'était que la traduction par le mouve- ment, de la supériorité morale.

Mais aujourd'hui, l'ennemi ne peut ni fuir ni se rendre aussi facilement. Il est emprisonné dans des excavations dont les dégagements étroits sont facilement surveillés. Forcé lui est d'attendre l'assailant de pied ferme. Il sait que la tournure féroce et impitoyable que la guerre a prise rend problématique la clémence de l'adversaire. Trop d'exemples ont démontré la nécessité du « nettoyage » — mot bénin qui désigne une horrible boucherie. Aussi ne lève-t-on les mains qu'à la dernière extrémité.

Le courage des défenseurs est d'ailleurs soutenu par l'aide que leur apporte l'aménagement du sol. Dès qu'il saute dans la tranchée, l'assailant perd l'avantage moral de sa masse et de son mouvement. La vague d'assaut est englobée, endiguée, canalisée, disloquée par le terrain. Il n'est plus question de feux de poursuite. L'ennemi, protégé par des barreaux de sacs à terre, tient tête ou, s'il recule, se défend à coups de grenades ; des mitrailleuses se démasquent, dardent, enfilade les boyaux ; on marche de piège en piège sur un sol truqué. C'est un dur combat qui commence plus terrible que l'assaut proprement dit, lutte où la cohésion, la discipline, le coude-à-coude ne sont plus d'aucun secours. La valeur et le sang-froid individuels priment tout.

Voilà la perspective du soldat qui, l'arme au pied, attend le signal de bondir hors des tranchées. Le pire, c'est qu'il a tout le loisir d'y penser. Rien n'est laissé à la surprise ni au hasard.

Dans les premiers mois de la guerre, on ne savait jamais en se couchant si on ne chargerait pas le lendemain, mais on pouvait toujours supposer que non. La veille d'un engagement, chacun ignorait le rôle qu'il aurait à y jouer. Tout était aventure, rencontre, occasion. Quand son tour était venu de marcher, on marchait, sans rien prévoir de précis. L'assaut était, pour ainsi dire, improvisé.

Mais, maintenant, une attaque est décidée longtemps à l'avance. L'apparition d'officiers au brassard tricolore est le premier signe avant-coureur de la tempête. Tandis que les canons se concentrent à l'arrière, les travaux de la première ligne sont poussés avec fièvre. Bientôt, les troupes désignées sont retirées du repos pour venir se familiariser avec le secteur. Pendant huit jours, on scrute à la lunette tous les replis du terrain. On surpasse l'épaisseur des réseaux. Chacun signale les créneaux de mitrailleuse qu'il a pu découvrir. Les photographes prisés en aéroplane révèlent les défenses préparées en arrière et qu'on ne voit pas. Des discussions s'élèvent à propos de la distance à franchir ou de l'éventualité de tomber sur des mines.

Puis le colonel réunit les officiers : « Tout a été prévu. La préparation d'artillerie sera formidable. Nous irons les mains dans les poches et l'arme à la bretelle ; ce sera très chic. Chaque homme emportera des grenades, du fil de fer, des sacs à terre. Un homme sur cinq portera un piquet et un sur quatre un outil de parc. (Comment mettrons-nous les mains dans nos poches ?) D'ailleurs, l'assurance a été donnée qu'on n'oubliera pas le régiment qui aura enlevé ce morceau. »

Enfin, on connaît le jour, l'heure, la minute exacte. La veille, on règle les comptes de popote. On écrit des lettres. Quelques-uns se confessent et communient. Pourquoi ne pas leur donner l'extrême-onction ? Les capitaines vérifient les listes des personnes à prévenir en cas de malheur. Bien heureux encore quand le trésorier-payeur vous laisse ignorer l'attention qu'il a eue de faire préparer quelques bières pour les officiers.

Quant au soldat, on est aux petits soins pour lui. Ce ne sont que distributions de café, de vivres, d'alcool et de tabac. Il accepte d'ailleurs ces présents de mauvais augure comme Enée ceux des Grecs.

Les débutants qui ont de l'instruction se rassurent avec des calculs de probabilité établis d'après les pourcentages officiels. Les statistiques des dernières guerres sont rassurantes. Les plus mauvaises accusent 7 pour 100 de morts ; encore est-il d'usage d'ajouter que la maladie entre pour la plus grande part dans le total des pertes. Donc, on a au moins quatre-vingt-trois chances contre sept d'en échapper. Mais, après l'affaire, quand on procède à l'appel des survivants, on s'aperçoit qu'on avait tout juste une chance sur trois d'y rester. Malgré soi, on calcule qu'au second assaut on aura deux chances sur trois de n'en pas revenir et qu'au suivant toutes les chances seront contre vous. Heureusement que toutes les balles ne tuent pas. Les uns vous envoient plus ou moins proprement ad patres et les autres tranquillement à l'arrière. Les meilleurs numéros ne sont pas échus à ceux qui s'en tirent sains et saufs.

Ces quelques lignes suffiront à vous faire sentir l'abnégation clairvoyante et tranquille dont font preuve, chaque fois qu'il est nécessaire, des milliers de Français. Certes, ceux qui s'élancèrent, en août, pour arrêter la marche de l'ennemi, ont bien mérité de la patrie, mais ceux-là qui attaquent et pourchassent l'ennemi de tranchées en tranchées ont bu le calice du sacrifice jusqu'à la lie. Car ce n'est pas de mourir qui est difficile, c'est de voir venir la mort de loin et de courir à sa rencontre sans hésiter.

Lieutenant C.

Hors d'Œuvre

A la manière d'Haroun-al-Raschid

Les journaux nous ont révélé l'existence, aux environs de Paris, d'un extraordinaire ouvrier, d'un atelier invraisemblable où les femmes ne sont pas exploitées, où les ouvrières reçoivent, pour la fabrication d'équipements militaires, des salaires qui correspondent, d'une part, au coût de la vie quotidienne, d'autre part, aux prix payés par l'Intendance.

C'est si étonnant, c'est si admirable, qu'un ministre s'est égaré pour aller voir ça. Il a félicité les organisateurs de l'établissement ; il a reçu un bouquet de fleurs tricolores et l'assurance de l'attachement des populations ouvrières aux institutions républicaines.

C'est très bien, ce qu'il a fait là. Mais je pense qu'il aurait été encore mieux de visiter des ateliers où les femmes sont exploitées, d'arriver incognito et imprudemment dans une de ces usines dont les patrons font trop rapidement fortune, de façon à surprendre le négrier en plein vol et les esclaves en pleine misère ; d'interroger les ouvrières et de...

Mais vous comprenez bien que je plaisante ; et qu'il ne faut pas comparer les procédés du calife de Bagdad avec ceux d'un ministre de la Troisième République.

D'ailleurs, un ministre, se trouvant nez à nez avec l'injustice et la misère, serait étrangement embarrassé.

Il ne pourrait que dire : — C'est très malheureux... Mais je ne suis qu'un pauvre ministre, qui ne peut rien au monde, sinon constater que tout marche pour le mieux dans la meilleure des administrations... Comptes sur ma vigilance et sur ma sollicitude...

Les ministres sont les plus mal informés des hommes ; ils ne savent que ce qu'on veut bien leur dire et se promènent en plein jour tenant à la main une vessie qu'on leur a fait prendre pour la lanterne de Diogène.

Si le ministre des Travaux publics prend un train, ce train, paradoxalement, part et arrive à l'heure. Si le ministre des munitions visite une fabrique, chacun est à son poste et travaille avec ardeur. Personne n'a jamais refilé une pièce en plomb au ministre des Finances. Et M. Méline, au cours de sa longue carrière, n'a jamais vu que des navets géants, des choux phénoménaux et de surnaturelles citrouilles.

Pourtant, me direz-vous, il arrive parfois qu'un ministre est obligé de constater que ça va mal...

Oh ! alors, c'est bien simple... : Il f... le camp !

ZETTE

Instituteurs

A propos d'un article que nous avons récemment publié sur « les instituteurs et la guerre », un de nos lecteurs nous écrit pour nous signaler un cas personnel et typique :

« J'ai passé le certificat pédagogique en 1913. Ce certificat me donnait droit à la titularisation le 1^{er} janvier suivant, c'est-à-dire au passage en 5^e classe avec les avantages afférents à cette classe.

« Oui, mais en 1914, je faisais mon service militaire ; je n'ai donc pu être titularisé. Le 1^{er} janvier 1915, pas encore de titularisation, car j'étais dans les tranchées. Enfin, blessé et réformé, je comptais bien que mes droits seraient reconnus au 1^{er} janvier 1916, puisque je me trouve en fonctions.

« Pas du tout. Cette année, on ne fait pas de titularisation. Et voilà pourquoi je reste stagiaire (95 francs par mois) pour avoir satisfait à mes devoirs militaires, alors que tous les avantages sont pour mes collègues n'ayant fait ni service ni campagne. »

Il existe une si belle solidarité dans le monde de l'enseignement que le ministre de l'instruction publique sera certainement amené à remédier à cette injustice monstrueuse.

« Comme tout le monde »

Dans le tramway Montrouge-gare de l'Est, un soldat amputé d'une jambe tire péniblement ses deux sous de sa poche et reçoit en échange un ticket jaune.

Puis la receveuse arrive devant un monsieur jeune, élégant et d'apparence solide, qui tire de son portefeuille une carte et la montre à l'employée. Ça suffit comme paiement. La receveuse s'incline. Car il est écrit sur les parois du tramway :

L'administration rappelle aux soldats qui utilisent les tramways qu'ils doivent payer leur place, comme tout le monde.

Et c'est pourquoi le soldat a payé. Mais le monsieur élégant n'est pas tout le monde. En effet, la carte qu'il a montrée à la receveuse portait à peu près ces mots :

M. LEBUREAU
Service des Travaux
Hôtel-de-Ville.

Un cadeau

Un soldat amputé et actuellement en traitement à Redon, vient de recevoir de la gare de Paris-Nord une invitation à retirer un paquet de cigarettes qui lui a été expédié du Canada.

A cette invitation formulée en moins de 60 lignes, tant manuscrites qu'imprimées, est jointe une autre invitation (200

lignes) à payer pour droits de douane la somme de 9 francs 06. Il y a cent cigarettes. Chaque cigarette reviendrait donc au poil à un peu moins de deux sous.

Mais le poilu veut se montrer généreux. Puisque l'Etat français, en échange de sa jambe, ne croit pas devoir lui offrir quelques cigarettes en franchise, c'est lui qui va abandonner ses cigarettes à l'Etat.

Elles seront fumées par les douaniers, qui ont le droit au tabac gratuit.

La cherté de la Vie

Un commerçant nous donne quelques chiffres :

J'achète, au prix de 1 fr. 35 le kilogramme, des salaisons que mon vendeur (lui-même intermédiaire) paie à l'armateur sur le pied de 1 fr. 20... Je les revends à des épiciers au prix de 1 fr. 50 ; les épiciers les revendent 2 fr. 40 au consommateur.

Les intermédiaires prélèvent donc 1 fr. 20, somme qui double exactement le prix de la marchandise prise dans un port français.

Les consommateurs doivent se féliciter de ce que les intermédiaires sont seulement au nombre de quatre, sans quoi le prix des salaisons finirait par être réellement trop salé.

Dans la pharmacie

La Chronique pharmaceutique constatant que les services postaux sont interrompus entre la France et l'Allemagne se demande comment les agences de marques de fabrique reçoivent encore de Bochie les ordres de leurs clients.

On lit, en effet, parmi les dépôts de marques les mentions suivantes :

28 janvier 1915. Ichthyol-Gesellschaft Cordes Hermani et Cie de Hambourg, représenté par Blétry.

12 février 1915. Vereinigte Chemische Werke, Aktiengesellschaft à Charlottenburg — « Sidonal » — représenté par Suzanne, 59, rue de Provence, Paris.

19 février 1915. Chemische Fabrik von Heyden A. G. S. à Radebeul « Duotal, Stral, Xeroform, Acocine, Crystallose » représenté par Fayollet, 18, rue Mogador.

Promesses

Extrait d'une circulaire due à M. Lebrun, ministre des colonies, et relative au recrutement du personnel féminin dans son ministère :

ARTICLE 5. — Les dames dactylos sont recrutées dans les mêmes conditions que les commis auxiliaires. Elles doivent toutefois être choisies de préférence parmi les veuves des fonctionnaires relevant de l'administration des colonies, etc...

La veuve d'un garde principal de la milice indo-chinoise, ancien sergent d'infanterie coloniale, médaillé militaire, nous écrit que depuis trois mois, se trouvant sans ressources à Paris, elle sollicite en vain une place de dactylo au ministère des colonies.

Ce ne sont pourtant pas les places qui manquent ; tous les jours, on embauche des jeunes filles sans profession, d'anciennes modistes et des couturières sans travail.

Un huissier des Colonies, apitoyé à la suite des longues stations de la pauvre femme dans les antichambres du ministère, lui a donné un bon conseil :

— Faites-vous recommander. Sans recommandations, vous n'arriverez à rien.

— Mais je ne connais personne à Paris... J'étais depuis cinq ans en Indo-Chine.

— Oh ! alors. Si vous étiez en Indo-Chine !... a fait avec un geste découragé l'huissier du ministère des colonies

La crise du papier

Réunion du Groupement des Intérêts économiques de la Presse française

Le Groupement des Intérêts économiques de la Presse française s'est réuni en assemblée générale vendredi 25 février, à la Société des Ingénieurs civils de France, sous la présidence de M. Renaudel.

La commission a mis le Groupement au courant des démarches faites par elle en vue d'enrayer la crise qui sévit actuellement sur le papier-journal et dont certains ont donné déjà des résultats très satisfaisants.

Parmi les questions examinées au cours de cette réunion figurent celles des toiles métalliques pour la fabrication du papier-journal, des pâtes, du fret, du charbon, des transports fluviaux, de la réduction du nombre de pages des journaux français, etc...

La commission du Groupement se réunira à nouveau le 7 mars.

Tous les journaux ayant une communication à adresser à la commission sont priés de la faire deux ou trois jours avant cette réunion.

Le prince héritier de Serbie

Une dépêche de Courfou annonce que le prince héritier de Serbie, accompagné de M. Pachitch et de plusieurs autres ministres, partirait incessamment pour Paris où il viendrait s'entendre avec le gouvernement français au sujet des prochaines opérations militaires auxquelles prendrait part l'armée serbe.

LA SITUATION sur le front balkanique

Sauf en Albanie méridionale, où les forces autrichiennes, soutenues par quelques contingents bulgares, poursuivent leur lente poussée vers Vallona et Durazzo, et au Montenegro, où quelques centaines de partisans s'échangent à une héroïque et stérile guérilla, un calme absolu règne sur toute l'étendue du vaste front balkanique. Il ne reste plus que quelques petites formations allemandes dans la région de Monastir et toutes les forces turques qui avaient été concentrées, le mois dernier, entre Demotika et Xanthi, en ont été rappelées. Quant aux armées bulgares, elles paraissent n'avoir laissé devant la frontière grecque que tout juste ce qu'il fallait d'hommes et de canons pour garantir contre une surprise le système de tranchées élevé par elles entre Doiran et Pétrich et être actuellement occupées à se regrouper dans la région comprise entre Kustendil, Sofia et Nevrokop. La grande offensive contre Salonique, encore une fois, est remise aux calendes...

De toute évidence, cependant, le calme actuel ne saurait se prolonger. Les forces alliées en Macédoine dépassent aujourd'hui 300.000 hommes et seront rejointes, d'ici peu de semaines, par les 150.000 Serbo-Monténégrins qui se réorganisent à Coriou et à Bizerte. Appuyées sur les défenses de Salonique, que le haut commandement allié a fait étendre jusqu'aux abords mêmes de la frontière, et que les généraux grecs estiment inexpugnables, les armées franco-anglaises ne tarderont vraisemblablement pas à reprendre l'initiative de l'attaque.

Les événements qui se dérouleront alors dans les Balkans pourront exercer une influence décisive sur l'issue de la campagne d'été sur tous les autres fronts. Une défaite bulgare par les Alliés — qui ne fait aucun doute si l'appui de grosses forces allemandes et turques fait défaut à Ferdinand de Cobourg — entraînerait, en effet, des conséquences militaires et diplomatiques considérables et presque immédiates. Elle retournerait d'un coup en notre faveur toute la situation balkanique, où la coalition germano-bulgare a déjà presque épuisé les bénéfices matériels et moraux de sa victoire sur la Serbie et ne conserve les positions acquises que parce que personne encore ne les lui dispute. Depuis que la route bulgare, le 14 décembre, s'est arrêtée devant l'obstacle de la frontière grecque, cette situation n'a d'ailleurs cessé de se modifier à notre avantage, l'inaction de nos adversaires leur nuisant autant que notre activité. Aujourd'hui, l'impuissance des Germano-Bulgares à nous attaquer à Salonique, jointe à notre immense effort militaire en Macédoine et à l'intervention prochaine à nos côtés de l'armée serbe sauvée par nous, ont ruiné à Athènes et à Bucarest l'idée de l'invincibilité germanique et renforcé l'influence des partis interventionnistes. Les imprudences de langage des hommes d'Etat bulgares, qui n'ont pas su dissimuler leur intention de reprendre la Macédoine grecque et la Dobroudja roumaine en cas de victoire finale, ont achevé d'y ouvrir les yeux de tous ceux que n'a pas achetés l'or allemand.

Il suffit, en vingt lignes de chiffres et de faits, de comparer la situation militaire et diplomatique dans les Balkans, il y a quatre mois, avec celle d'aujourd'hui pour mesurer tout le chemin parcouru. A la fin d'octobre, la Serbie et le Montenegro, qui disposaient ensemble d'environ 350.000 hommes, étaient assaillis par 350.000 Austro-Allemands et 300.000 Bulgares disposant de vastes réserves et d'innombrables munitions. 300.000 Franco-Anglais retenaient à Gallipoli et aux Dardanelles un nombre égal de Turcs. De grandes armées ottomanes s'organisaient en Thrace et en Asie-Mineure, n'attendant pour être ravitaillées en munitions et pour entrer en ligne que l'établissement de communications directes entre l'Austro-Allemagne et Constantinople. La Grèce et la Roumanie avaient mobilisé, l'une 250.000, la seconde 400.000 hommes, et assistaient impassibles à l'assassinat de la Serbie. Enfin, les armées russes, écrasées par l'offensive austro-allemande, étaient hors de combat.

Aujourd'hui, l'ennemi occupe la totalité de la Serbie et du Montenegro, les Alliés ont évacué Gallipoli et l'Austro-Allemagne peut ravitailler à son aise la Turquie. Mais celle-ci retire toutes ses troupes d'Europe pour essayer de sauver l'Anatolie et Bagdad ; le retour offensif des Russes sur le front de Galicie attire vers Czernowitz toutes les disponibilités militaires de l'Autriche et une forte part de celles de l'Allemagne dont le reste est absorbé par la bataille de Lorraine. Si les armées serbes ont disparu des Balkans, elles y sont remplacées par les 300.000 Anglo-Français de Macédoine que vont bientôt rejoindre les 150.000 vétérans serbes de Corfou. L'armée grecque, forte de plus de 300.000 hommes, sent la neutralité de son gouvernement lui peser de plus en plus lourdement et la neutralité roumaine, appuyée sur 600.000 soldats, accentue chaque jour ses sentiments ententistes.

Pour faire face à la grande attaque anglo-franco-serbe qui débouchera demain de Macédoine, la Bulgarie reste donc seule, avec des effectifs décimés, avec la certitude qu'à la première victoire des Alliés l'armée roumaine franchira la Danube pour assurer son désastre complet comme en 1913.

Henri Pozzi

LA NEIGE... ET SES SUITES

Paris n'est pas encore propre, mais on a bon espoir qu'il le deviendra... si le dégel continue. La pluie, le soleil et le vent ont plus fait pour le nettoyage des rues que les deux mille tonnes de sel répandues sur le sol, que les quelques centaines de balais et que la douzaine d'automobiles chasse-neige qui ont gratté les trottoirs et les chaussées. Cependant, le personnel de la voirie a fait son possible, on peut même dire qu'il a fait l'impossible. Les femmes ont fourni le même effort que les hommes. Bien qu'ayant travaillé la veille jusqu'à onze heures du soir, elles n'en furent pas moins, hier, au travail à quatre heures du matin. Quant aux chômeurs, ils ont courageusement persisté dans la paresseuse abstention contre laquelle nous nous sommes déjà élevés. Par contre, la collaboration des concierges et des boutiquiers a été des plus utiles. Elle est en effet obligatoire pour les trottoirs d'après une ordonnance du préfet de police. Après vingt-quatre

heures de réflexion, les agents se sont décidés à en faire appliquer les prescriptions et quelques-uns d'entre eux, qui avaient honte de leur inaction tandis que les femmes maniaient péniblement le balai, se sont galamment substitués à elles pour terminer cet ouvrage.

On n'en a pas moins, malgré tout, patané dans une abominable boue glacée et glissante qui a fait casser quelques jambes et attraper d'incalculables bronchites. Cette pénible situation de la capitale, qui fut autrefois la Ville-Lumière, ne nous a pas valu que ces inconvénients. Si le nombre des taxi-autos a augmenté dans la proportion où les exigences de leurs conducteurs ont diminué, plusieurs lignes de tramway n'ont pas repris leur service. L'approvisionnement du carreau des Halles a continué à être gêné. D'insignifiants arrivages de légumes ont fait monter les cours et le lait a dû être rationné. Les crémiers ont réservé, pour les malades et les enfants, le contenu des rares boîtes livrées, le lait a fait défaut dans les salons de thé.

Il serait temps qu'on se préoccupât de l'enlèvement des ordures ménagères. Voilà plus de quarante-huit heures qu'elles attendent les bœufs qui ne viennent pas et le trop-plein des poubelles jonche le trottoir. Dans plusieurs quartiers, sur les boulevards comme à l'hôtel de ville, par exemple, on ne sort de la neige que pour marcher dans les débris. Peut-être pourrait-on aujourd'hui favoriser les rues oubliées depuis deux jours en modifiant le parcours des voitures à traction mécanique qui sont seules en état d'assurer leur service. Mais ça peut-être beaucoup demander à l'administration.

Pour la Belgique

Une manifestation organisée par l'Alliance franco-belge aura lieu le 11 mars, à la Sorbonne, en l'honneur de la Belgique. Le président de la République doit y assister. M. Paul Deschanel la présidera et MM. Louis Barthou, Carton de Wiart, le baron Beyens, Emile Vandervelde, Steeg et Emile Verhaeren y prendront la parole. Les orchestres Colonne-Lamoureux prêteront leur concours.

La crise des transports

Étrange bureau de placement

L'encombrement des ports, cause des retards dont on se plaint dans les transports maritimes et fluviaux, provient surtout du manque de main-d'œuvre pour le déchargement des bateaux. Les dockers sont en nombre à peine suffisant et, quand ils ne refusent pas le travail parce que le syndicat en a limité la durée, l'alcool les a mis, dès la demijournée, hors d'état d'en faire davantage. Le scandale est connu et l'on s'estonne que rien n'ait été fait pour remédier à cette situation de plus en plus critique. Or plutôt si, quelque chose a été fait : un service spécial a été créé pour le recrutement des débardeurs. On voit comment il fonctionne.

Un délégué d'une fabrique d'huiles industrielles, dont le siège est à Paris et les usines à Dieppe et à Martin-Eglise, se présentait le 10 décembre dernier, 60, rue de Bourgogne, au bureau de placement pour les réfugiés, lequel dépend du ministère du travail. Comme il n'était pas plus de neuf heures, aucun des employés du bureau, sauf les garçons, n'était encore arrivé. « Revenez donc dans trois quarts d'heure, lui dit un gardien qui l'énervait dans son balayage, il n'y a personne pour vous recevoir. » Pour être le premier, le délégué de la maison R... revint à neuf heures et demie. Un premier chef de service fit son entrée à l'heure dite, mais ce n'était pas le bon. Son collègue franchit la porte de son bureau à dix heures six et, quelques minutes après, il daignait recevoir la personne qui l'attendait depuis plus d'une heure. Cette dernière l'informa que le lendemain matin elle serait là avec quarante-cinq hommes, ouvriers, manœuvres et dockers, afin d'obtenir du service compétent une réquisition au quart de place sur les lignes des chemins de fer de l'Etat pour transporter ce personnel de la gare Saint-Lazare à la gare de Dieppe où se trouve l'une des usines des établissements R... qui travaillent pour la défense nationale.

Furieux d'être dérangé aussitôt arrivé, ce fonctionnaire refusa d'accéder à la demande qui lui était faite, bien que cette maison se soit toujours engagée à payer sur réquisition la part des frais lui incombant dans ces transports. Et il étaya son refus sur le fait que la majorité des gens engagés ne restaient pas dans leurs places, comme si les patrons étaient tenus de garder des incapables des paresseux ou des indécents qui ne leur rendent aucun service.

Dans le cas présent il s'agissait de décharger des bateaux contenant des munitions premières provenant de divers pays transatlantiques qui, faute de navires, stationnaient dans le port de Dieppe, un temps trop long, obligeant les destinataires à payer des surestaries élevées.

Ces explications ne touchèrent point le chef du service compétent qui répondit assez vivement qu'il se moquait des difficultés que rencontraient les usines et que, si elles n'étaient pas à même d'y faire face par elles-mêmes, elles devaient qu'à fermer. Or, il n'est pas inutile de le répéter, ces usines travaillent pour la défense nationale. Elles n'ont pas fermé leurs portes parce que la réaction de celles-ci, sans plus insister, a fait transporter les réfugiés à ses frais.

Il paraît inutile, dans ces conditions, de créer des organisations spéciales pour faciliter, d'une part, le recrutement de la main-d'œuvre et, de l'autre, le placement des sans-travail.

DERNIÈRES NOUVELLES

LE PRÉSIDENT WILSON

formule la doctrine des Etats-Unis

Pas d'abdication de l'honneur américain, pas de concessions diminuant ce principe

Washington, 25 février. — Voici la partie essentielle de la lettre du président Wilson au président de la commission des affaires étrangères du Sénat :

« Vous avez raison de croire que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir les Etats-Unis à l'écart de ce conflit. Je suis parvenu à cet objet jusqu'à présent, et je continuerai ma tâche dans le même sens : je ne pense pas que le pays éprouve une anxiété quelconque à ce sujet. »

« De toute façon, notre devoir est clair. Aucune nation n'a le droit d'altérer ou d'ignorer, durant la guerre, les principes établis par toutes les nations, pour diminuer l'honneur et les souffrances de la guerre, et si les droits indiscutables des citoyens américains ressortissant à ces principes devaient jamais être malheureusement restreints ou déniés, en tout honneur, nous n'aurions, il me semble, aucune hésitation à nous en occuper. »

« On doit bien réfléchir. Si nous permettions que les principes fussent remplacés par des expédients, en ce cas particulier, ce serait inévitablement ouvrir la porte aux concessions ultérieures. Si nous acceptons un simple empiètement sur nos droits, nous devrions, par la suite, subir de nombreuses humiliations et tout le bel édifice des conventions internationales s'écroulerait entre nos mains, morceau par morceau. »

« Ce que nous soutenons en cette affaire, c'est l'essence même des choses qui firent de l'Amérique une nation souveraine. »

« Nous ne pouvons y renoncer sans avoir notre impuissance en tant que nation et abdiquer notre position indépendante parmi les puissances mondiales. »

LA GUERRE AU MONTENEGRO

et en Albanie

Déceptions des Autrichiens

Athènes, 26 février. — Un rapport monténégrin relate que, contre les trois corps d'armée autrichiens, le Monténégro n'avait que 15.000 hommes. Les Autrichiens ont perdu au moins 50.000 hommes, dont un tiers par suite de maladie. Actuellement, leur avance est à peu près arrêtée par les difficultés des transports, la rébellion de certaines de leurs troupes et l'attitude des Albanais. Ils comptaient beaucoup sur les bandes albanaises, mais elles n'ont fait que du pillage pour leur propre compte.

L'Albanie est d'ailleurs profondément divisée, et la propagande autrichienne, qui s'efforce de faire croire à l'existence d'une nationalité albanaise unanimement favorable aux puissances centrales, fait trop peu de cas des nombreux partisans d'Essad pachà et des ennemis de la Turquie.

Durazzo évacué par les Italiens

Rome, 25 février. — On confirme l'évacuation de Durazzo par les troupes italiennes, l'occupation de la place n'ayant pas d'importance militaire.

200.000 Serbes, Monténégrins, Albanais évacuent indemnes l'Albanie

Rome, 26 février. — On annonce de source officielle que les opérations d'évacuation des troupes serbes, monténégrines et albanaises du territoire albanais sont désormais terminées.

Plus de 200.000 hommes, les chevaux et le matériel ont été, sans la moindre perte, recueillis, ravitaillés et transportés, malgré les plus graves difficultés locales et maritimes, grâce à l'action combinée des marines italiennes et alliées et des détachements de troupes italiennes habilement échelonnés le long de la côte albanaise.

Lorsque l'évacuation fut achevée par le départ de Durazzo du gouvernement albanais, la brigade italienne détachée dans cette ville commença, malgré les attaques de forces ennemies importantes, à se replier selon le plan arrêté.

Les opérations d'embarquement, quoique sérieusement contrariées par le mauvais état de la mer, ont eu lieu sous la protection active de navires et de contre-torpilleurs.

Dans les combats que les troupes italiennes ont soutenus courageusement, elles ont infligé à l'ennemi des pertes très supérieures à celles qu'elles ont subies.

La guerre des sous-marins

Marseille, 25 février. — Le paquebot Ville-de-Madrid, de la Compagnie générale transatlantique, est arrivé cette nuit à Marseille, après avoir essuyé deux coups de canon tirés par un sous-marin ennemi. Le Ville-de-Madrid, forçant ses feux, a pu s'échapper par sa vitesse à la poursuite du sous-marin.

Il est arrivé à Marseille sans aucune avarie.

LE PORTUGAL

ET LES NAVIRES ALLEMANDS

Lisbonne, 26 février. — Huit navires allemands qui étaient au Cap Vert ont été réquisitionnés par les Portugais ; les équipages ont été formés par les marins du navire stationnaire du Beira.

Le butin de guerre d'Erzeroum

Communiqué russe

Pétrograd, 26 février. — Front occidental. — En Galicie, dans la région de Mikhalche, sur le Dniester, l'ennemi, après un lancement de bombes très prolongé, a réussi à s'emparer d'un des entonnoirs, mais par une contre-attaque impétueuse, nous l'en avons repoussé.

Front du Caucase. — L'opération d'Erzeroum a été réalisée avec des pertes insignifiantes, relativement au grand succès obtenu.

Nous avons fait prisonniers 235 officiers turcs et 12.758 soldats ; nous avons enlevé 9 drapeaux et 323 canons.

En outre, nous avons pris, dans Erzeroum, forteresse turque de première classe, de grands dépôts d'armes et de munitions, d'approvisionnement, de divers outils pour le service de maison des troupes, des parcs, etc.

Nous continuons sans répit la poursuite du reste de l'armée turque défaite qui est démoralisée.

A cinquante verstes à l'ouest d'Erzeroum, sur la chaussée de Trébizonde, nous avons refoulé les arrière-gardes ennemies et nous avons occupé le village d'Aschkala.

Les Allemands affament le territoire occupé

Pétrograd, 26 février. — Suivant des renseignements de bonne source, la situation de la population dans les gouvernements de Souvalki, de Kovno et de Grodno est lamentable ; les gens meurent de faim littéralement ; les Allemands restent indifférents à cette situation et continuent même de réquisitionner tout ce qu'il est possible de prendre.

La moitié des champs restent sans labours.

Kouropatkine, commandant en chef du front nord

Pétrograd, 26 février. — Un ukase impérial nomme le général-adjoint Kouropatkine commandant en chef des armées sur le front nord.

Succès italien au San Michele

Communiqué italien

Rome, 26 février. — Le long de tout le front, activité plus vive de l'infanterie. Notre infanterie a provoqué, en plusieurs endroits des lignes ennemies, de vives alarmes et l'envoi rapide de renforts qui ont été ensuite efficacement canonnés par notre artillerie.

On signale des rencontres avec résultat favorable pour nous au nord du Mori (vallée de Lagarina) ; dans la zone du Rombon (Conca di Plezzo), et sur les pentes du Peuma (ouest de Gorizia). Dans cette dernière localité, des fractions ennemies ont pénétré momentanément dans une de nos tranchées ; elles en ont été immédiatement chassées avec de graves pertes.

Le long des pentes septentrionales du mont San-Michele, un de nos détachements, par une irruption hardie, a occupé un retranchement ennemi et y a fait 47 prisonniers dont un officier. Cette position a été l'objet d'une intense concentration du feu de l'artillerie adverse, mais elle a été solidement maintenue par les nôtres.

Signé : CADORNA.

GABRIELE D'ANNUNZIO

VICTIME D'UN ACCIDENT

Venise, 26 février. — Les journaux annoncent que le poète Gabriele d'Annunzio, victime d'un accident, avec une grave lésion de l'œil droit, a été transporté à Venise.

Les médecins espèrent pouvoir sauver l'œil.

La Grèce et nous

Bonnes dispositions du roi

Athènes, 25 février. — Reproduisant les déclarations faites par le général grec Moschopoulos, on ce dernier reconnaît que le travail du génie français rend, en quelque sorte, inexpugnables les positions des Alliés, la Hestia fait suivre cette publication des informations suivantes :

« Au cours de son entretien avec le général Sarrail, le roi Constantin a déclaré qu'il avait entendu dire beaucoup de bien des travaux de fortification de Salonique et qu'il désirerait beaucoup visiter le camp allié. »

« Le général Sarrail s'est empressé de répondre qu'il considérerait cette visite comme un grand honneur et que l'approbation des travaux de défense des Alliés par un général aussi compétent que Sa Majesté, serait considérée par eux comme un premier gage de victoire. »

Mais le bon vouloir a des bornes

Athènes, 25 février. — Certains journaux vénizélistes interprètent l'amélioration des relations entre la Grèce et l'Entente comme une possibilité pour la première de sortir de la neutralité. Ils voient en cela le commencement de la justification de la politique ententiste du chef des libéraux.

La Nea Himerà, antivenizéliste, répond comme suit :

« Le changement bienveillant de l'Entente envers la Grèce ne provient pas des dispositions de cette dernière de sortir de sa neutralité, mais au contraire du fait que l'Entente a compris que la neutralité grecque sert exclusivement les intérêts de la Grèce et peut continuer comme telle sans porter préjudice à l'Entente. »

« Il ne faut pas oublier que, si la Grèce comporte un vaste littoral, elle ne cesse pas pour cela d'être, en sa plus grande et plus importante partie, un Etat continental et, comme tel, exposé aux coups de la masse des ennemis de l'Entente. »

Le cardinal Mercier

ne les craint pas

A mesure qu'il se rapproche des boursiers de son pays, le cardinal Mercier fait comprendre avec la plus parfaite sérénité qu'il ne se soucie aucunement des comptes qui vont lui être demandés. On mande, en effet, de Rome qu'à la grande réception qui a eu lieu hier au couvent des sœurs belges, le cardinal Mercier s'est exprimé en ces termes :

« Je forme des vœux, avec une âme chrétienne, une âme honnête, pour la victoire complète de l'Italie. Mon cœur, comme le cœur de chaque Belge, bat à l'unisson avec le cœur de tous les Italiens. Je sais que l'Italie souffre du sort de la Belgique, que toutes les villes de cette belle Italie ont manifesté leur douleur et leur indignation pour l'agression de mon pays ; mais nous avons confiance en la grandeur de notre cause. Dieu est avec nous. »

« Je dis à notre mère l'Italie, à votre patrie, à vos familles, mes plus sincères espoirs. Vous priez pour la libération et la victoire de la Belgique. Je prie pour l'Italie, pour la victoire complète de ses armes. Vous et nous, nous prions tous pour le triomphe de la civilisation, de la justice et du droit. »

— x —

On télégraphie d'autre part :

Genève, 26 février. — Les journaux allemands, depuis quelques jours, mènent contre le cardinal Mercier une campagne très violente.

Comme il ne s'agit pas de voix isolées, mais d'un mouvement général systématique, et qui implique l'adhésion du gouvernement impérial, puisque la censure ne sévit pas, le retour en Belgique du prélat belge pourrait bien être suivi de difficultés.

Milan, 26 février. — Arrivé à midi, le cardinal Mercier a été chaleureusement acclamé par les personnes présentes. Le cardinal Ferrari est venu le saluer et les deux cardinaux se sont embrassés cordialement. Aux acclamations de la foule, le cardinal Mercier a répondu : « Vive l'Italie ! Vivent les Alliés ! »

LA BATAILLE DE VERDUN

Guillaume assiste aux combats

Amsterdam, 26 février. — Un fait qui souligne l'importance qu'attachent les Allemands à leur grande offensive contre Verdun : pour la première fois depuis le début de l'offensive, les journaux de Berlin annoncent officiellement la présence de « Sa Majesté l'Empereur et Roi » sur cette partie du théâtre des opérations.

COMMUNIQUE BELGE

Les actions d'artillerie ont été plus vives aujourd'hui sur notre front, particulièrement dans la région au nord de Dixmude. Nos batteries ont effectué des tirs de destruction sur les travaux ennemis à Merckem.

SEPT HÉROS

Remiremont, 26 février. — Le chasseur Ricat Marcel, du 15^e bataillon, dont six frères sont morts au champ d'honneur, vient d'être décoré de la médaille militaire. Blessé, il a dû subir l'amputation de la cuisse droite.

COMITÉS CONSULTATIFS

Bordeaux, 26 février. — Le colonel Théry, délégué par M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'intendance, a procédé ce matin, à la préfecture, à l'installation du Comité consultatif d'action économique de la 18^e région qui va fonctionner sous la présidence de M. Olivier Bascou, préfet de la Gironde.

Paquebots et sous-marin

Marseille, 26 février. — Le paquebot Ville-de-Madrid, de la Compagnie générale transatlantique, est arrivé à Marseille après avoir essuyé deux coups de canon tirés par un sous-marin ennemi.

Forçant ses feux, le paquebot a pu échapper par sa vitesse à la poursuite du sous-marin et arriver à Marseille sans aucune avarie.

Le bruit avait couru que le paquebot Duc-d'Aumale, de la même compagnie, avait été torpillé par un sous-marin. Il n'en est rien, ce vapeur est arrivé hier matin à Bizerte.

De même, le vapeur Patria, qu'on avait annoncé comme torpillé, est arrivé à Naples.

L'enregistrement et la banque Perier

La deuxième chambre du tribunal civil de la Seine, présidée par M. Hugot, a tranché hier le différend, pendant entre l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre et la banque Perier et Cie, rue de Provence, 58.

En décembre 1913, à l'occasion d'une émission de bons ottomans, cette banque avait été frappée de deux amendes, s'élevant à un total de 8.125.000 francs, pour infraction aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 25 mai 1872 sur les souscriptions de titres de rente et effets publics des gouvernements étrangers.

Sur la réclamation de la banque Perier et Cie, cette amende fut réduite à 4 millions. Mais, sur une nouvelle protestation des banquiers, l'administration de l'enregistrement pratiqua une saisie-arrêt, à laquelle fit opposition la banque Perier et Cie. L'affaire fut portée devant le tribunal, qui vient de déclarer bien fondée cette opposition : en conséquence, il a ordonné de cesser les poursuites et condamné l'enregistrement aux dépens.

Toutefois, le tribunal a repoussé la demande en 100.000 francs de dommages-intérêts qu'avait formée la banque.

L'« Oeuvre » militaire

LES RÉFORMÉS

sans gratification

Je vous ai parlé de cet homme, ayant une balle non extraite dans le foie, qu'on réforme n° 2, sans gratification, pour « troubles hépatiques chroniques » ! Si le sujet était moins triste, on serait tenté d'en rire. Mais il n'a vraiment rien de drôle, surtout pour l'intéressé !

Aujourd'hui, touchant cette navrante question des victimes de la guerre auxquelles on refuse retraite ou gratification, j'aborderai, j'effleurai simplement, — car je compte le suivre, il en vaut la peine, — le sujet des tuberculeux. Ils sont nombreux, ces malheureux qui rentrent chez eux avec des lésions irrémédiables.

Beaucoup avaient jadis une santé délicate. En fouillant dans leur passé, voire dans leur dossier militaire, on a pu trouver des incidents, des accidents suspects. La commission en profite : « Réforme n° 2, sans gratification, pour bronchite spécifique, non imputable au service ». Ah çà, voyons ! est-ce que nous sommes non seulement dans le pays de la bonne foi, mais encore dans celui du bon sens ?

Cet ancien exempté, ou cet ancien réformé que vous avez récupéré, si vous l'avez repris, c'est que vous l'avez jugé sain et guéri. S'il était guéri, à l'époque, et s'il est atteint maintenant d'un mal incurable, c'est donc bien au service qu'il faut imputer celui-ci ! Vous lui devez assistance ; ce n'est pas une charité, c'est un droit.

Vous dites que l'affection n'est pas définitivement incurable, qu'avec des soins, une hygiène, une existence appropriées, on peut en avoir raison ? Vous arguez que la loi fait de l'incurabilité un élément essentiel de la pension de retraite ? Très bien ! Respectons la loi : pas de pension définitive. Mais elle vous donne, cette même loi, le moyen de concilier l'équité avec les intérêts de l'Etat ; elle vous tend la perche : c'est la gratification renouvelable.

Dans deux ans, le bénéficiaire de la gratification sera revisité. Si son état ne

pays, je crois qu'il exagère celles de l'Allemagne. Il attribue à l'Autriche-Hongrie environ un million et demi de soldats et deux millions à l'Allemagne. Ne se trompe-t-il pas du double ? Je pense, comme l'a démontré quelquefois mon ami le colonel Rousset, que l'Allemagne ne dispose pas de plus d'un million de soldats à ajouter aux effectifs de ses armées. Ceux-ci s'élèvent à 3 millions 600.000 combattants.

Les idées qui passent...

Verdun

Du lieutenant-colonel Rousset (Petit Parisien) :

Le repli limité de nos forces ne diminue point la confiance que nous avons en elles et dans les chefs qui les commandent. Nous demandons seulement qu'on nous tienne un peu mieux au courant de leurs faits et gestes, afin que l'âme même du pays soit avec elles dans cette crise dont nous gardons le ferme espoir de les voir sortir triomphantes, comme elles le furent sur la Meuse et sur l'Yser.

Du même (Liberté) :

D'après les plus récentes nouvelles, nos troupes étaient installées, hier soir, sur une ligne allant du nord-est de Vecherauville au nord de Douaumont, c'est-à-dire à peu près sur le front même des forts. De là à la ville de Verdun, il n'y a guère que huit ou neuf kilomètres. Il serait donc puéril de se dissimuler que la situation est assez difficile, mais, d'après les derniers renseignements, le commandement ne manifesterait pas d'inquiétude.

De la Lanterne :

Pourquoi cette offensive inutile, féroce, désespérée, faite au cœur de l'hiver, contre une place forte dont la puissance est justement réputée dans le monde entier ? Les Allemands, qui connaissent à merveille l'art de la guerre, n'étaient pas sans prévoir la difficulté ; et ils ont déclenché l'attaque à une époque où ils pouvaient prévoir l'hostilité des éléments. Si forts qu'ils soient, ils n'ont pas la prétention de trancher leur artillerie dans l'avalanche de neige ; si hardis qu'ils puissent être, ils ne peuvent ignorer que la prise de Verdun elle-même ne leur donnerait pas le résultat décisif dont ils ont grand besoin. Alors, quoi ?... Les critiques militaires s'interrogent avec anxiété.

De Polybe (Figaro) :

Verdun, aujourd'hui, vaut à la fois comme camp retranché, comme nœud de chemins de fer et comme musoir septentrional de la digue tournée vers la Lorraine annexée. Ni plus ni moins. Et c'est beaucoup. Mais ce n'est pas tout. Si, maintenant, vous ajoutez à ces avantages réels la valeur de légende que l'Allemagne a créée de ses tentatives répétées contre Verdun depuis le premier jour de guerre, — combien de fois ses villes ont-elles pavées et illuminé pour le faux bruit de la prise de Verdun ! — il n'est pas besoin des considérations politiques qui ont décidé de l'opération actuelle, pour ne pas s'étonner de l'immense effort de l'ennemi.

Du général Cherfils (Gaulois) :

Du moment que l'effet de surprise n'a pas réussi du premier coup, la tentative est manquée. Déjà les attaques massives, qui ne se recommandent pas avec une infanterie usée dans ses forces vives, échouent sous le barrage de nos tirs ou les balonnettes de nos contre-attaques.

Cette offensive générale est d'ailleurs dans la logique de la situation que l'angoisse du lendemain crée aux empires ennemis. Nous aurons, au printemps prochain, une surélevée d'effectifs formidable, qui peut s'élever au moins à quatre millions de soldats de plus qu'eux.

Le critique du Times affirme que l'Angleterre, à elle seule, aura à ce moment des réserves d'hommes presque aussi nombreuses que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réunies. Or, si le critique anglais est exactement renseigné sur les ressources de son

s'est pas amélioré, vous lui maintiendrez sa gratification. Si l'homme est guéri, vous la supprimerez. Voilà, dans bien des cas, la solution que les textes donnent. Il ne tient qu'aux commissions de l'utiliser plus largement.

Mortimer Mégrét

RÉPONSES

Un R. A. T. — Votre objection est juste, mais c'est la règle.

Un demi-vieux. — Vous n'êtes pas assimilable à un engagé spécial, le ministre l'a formellement déclaré. 1° Oui ; 2° oui ; adressez une demande par la voie hiérarchique.

D. 6. — Vous marchez avec 1899.

Eau. — Il n'y a pas de nouveau règlement pour le départ au front depuis la date en question.

Un officier de réserve. — On devrait utiliser chacun selon ses compétences... C'est pour cela qu'on renvoie actuellement à leurs dépôts les chimistes !

LA CLASSE 1917

Le ministre de la guerre vient de prendre un arrêté en vue de notifier d'urgence des ordres de route aux jeunes soldats de la classe 1917 qui n'ont pas été touchés par leur ordre d'appel.

MESURE RATIONNELLE

Les militaires rejoignent les dépôts après une permission de sept jours ou un congé de convalescence, et qui sont considérés comme ayant encore besoin d'un traitement hospitalier, par le médecin-chef du dépôt, étaient, jusqu'à présent, envoyés dans les hôpitaux proches du dépôt, où l'on ne possédait que des renseignements insuffisants sur l'évolution de leur maladie et les traitements précédemment suivis.

Pour obvier à ces inconvénients, le sous-secrétaire d'Etat du service de santé a décidé que ces militaires seront désormais dirigés sur la formation sanitaire où ils ont été traités en dernier lieu.

Les militaires recevront à cet effet un ordre de transport ainsi que l'indemnité journalière ou partielle afférente à la durée du voyage.

Toutefois, ils ne seront pas dirigés sur l'hôpital-dépôt où ils auraient pu passer avant de partir en permission.

Dès qu'il s'agissait d'une démonstration de ce genre, il était indiqué qu'elle se produisit au bénéfice du kronprinz. Les sacrifices en hommes ont toujours été ce qu'il y a de moins coûteux pour le prince héritier... Combien de milliers de soldats allemands ont été payés de leur vie l'abandon du village de Haumont par les Français ?

La seule monnaie si je le veux, véritablement, en valait la chandelle !

Le contrôle et l'action

Cependant que le canon tonne au nord de Verdun, M. Clemenceau (Homme enchaîné) discute courtoisement avec M. Capus sur la valeur respective du contrôle et de l'action.

M. Alfred Capus, dont la philosophie est tout académique, veut bien me faire l'honneur de se retourner vers moi, tandis que la plus violente canonnade d'offensive se déchaîne sur nos tranchées, pour m'expliquer doctrinalement la supériorité de l'action sur le contrôle, et me dire son ennuie de me voir cantonné dans l'abstraction, tandis que lui... vous comprenez, n'est-ce pas, qu'en dépit de son amicale courtoisie, le comparaison n'est pas à mon avantage.

Je lis et je relis, pour être bien sûr que je n'ai pas la berlue. Quelle idée M. Capus se peut-il bien faire du contrôle et de l'action ? J'ai osé professer cette opinion scandaleuse que le gouvernement, dont le devoir est de contrôler l'armée, doit être, à son tour, contrôlé par le Parlement, sur lequel, à des heures déterminées, l'opinion publique exercera, plus tard, le contrôle ultime. Je l'ai dit. Pourquoi le nierais-je ? Et le président de Montsquieu, qui avait des ouvertures dans l'esprit, a dit à-dessus beaucoup de choses encore, que j'ai stupidement considérées comme acquiescées pour la moyenne des intelligences éclairées, aux jours où triomphent — pour des résultats dont certaines parties sont assez clairement apparentes — l'action et le contrôle, selon les conceptions d'un ami de M. Capus, qui a nom M. Poincaré.

La Roumanie

De M. Louis Barthou (Annales) :

Oui, j'ai des raisons de croire à l'intervention roumaine. Ces raisons sont fortes. A moins d'un bouleversement intérieur, dont personne ne pourrait mesurer les risques, elles prévaudront. Elles m'ont été dites d'un ton qui m'a frappé. Si elles ne procèdent pas toutes de la seule générosité, je ne songe pas à m'en plaindre. L'intérêt est un maître souvent plus impérieux que la vertu.

L'action de la Roumanie peut être importante. A ce titre, je la désire. Mais je ne veux pas vous laisser croire qu'elle soit indispensable. Et il ne faut ni la laisser croire, ni la laisser dire à personne. Les Alliés doivent surtout compter sur eux et faire la guerre, c'est-à-dire la préparer, la coordonner et la poursuivre comme si, jusqu'au bout, aucun concours nouveau ne pouvait venir à leur aide.

L'Aviation militaire

L'amélioration des services techniques

J'ai signalé, il y a quelques jours, que les escadrilles du front sont obligées de « mettre en l'air » les organes des appareils X... quand ceux-ci arrivent des usines, simplement parce que le service des commandes de l'arrière ignore les besoins des pilotes de l'avant.

Voici une autre preuve de cette ignorance, de cette méconnaissance des conditions dans lesquelles fonctionnent les escadrilles du front.

Dans chaque unité d'aviation, il y a toute une organisation indispensable au bon entretien des appareils : voitures légères, camions-ateliers, camions de pièces de rechange, etc. Le réapprovisionnement en pièces de rechange, surtout, est important ; les moteurs d'aéroplane sont des instruments délicats, de par leur constitution même et leur mode de fonctionnement. Sauf les rares moments de descente en vol plané, ils travaillent tout le temps à pleine charge et, de ce fait, fatiguent énormément.

Après un nombre d'heures de vol variable suivant les moteurs et suivant les conditions atmosphériques, mais toujours très restreint, il faut procéder au démontage et au remplacement des organes usés ou brisés. D'où la nécessité d'avoir quantité de pièces de rechange ; certaines, pour les organes qui fatiguent le moins, ne serviront peut-être jamais, mais il faut que l'escadrille les possède tout de même, pour ne pas mettre l'utilisation d'un avion à la merci de la rupture d'une pièce petite mais essentielle. Donc, pour chaque type de moteur, on a toutes les pièces de rechange à un certain nombre d'exemplaires. La logique voudrait qu'on répartit les appareils entre les escadrilles de façon que chacune d'elles possédât un seul type de moteur ; le nombre des rechanges à posséder serait très diminué et simplifié. Mais la logique, ici, a perdu tous ses droits, et c'est l'illogisme, si j'ose dire, qui règne en maître.

Nombreuses sont les escadrilles dont les appareils sont propulsés par : 1° des 80 HP Rhône ; 2° des 120 HP Renault ; 3° des 130 HP Clerget. De sorte qu'il faut un stock complet de pièces pour : 1° le 80 Rhône ; 2° le 120 Renault ; 3° le 130 Clerget ! A une moyenne d'un camion de pièces de rechange nécessaires pour chaque type de moteur, cela fait trois camions indispensables pour une semblable escadrille, alors que, si elle avait sur tous ses appareils le même type de moteur, X par exemple, alors que l'escadrille voisine n'aurait que des moteurs Y, etc., un seul camion suffirait. D'où économie de matériel, de personnel, d'argent, de temps, et, au moment des déplacements, énorme simplification.

Est-ce donc une chose si difficile de décréter que chaque escadrille devra être homogène et que la répartition des modèles ne devra plus être faite au gré du scepticisme fantaisiste et de l'inaltérable j'm'enfichisme de M. Lebeureu ?

Autre manifestation de cette navrante incohérence : certaines des mitrailleuses qu'emportent les avions possèdent, comme c'est prévu pour presque tous les types de cette arme, un manchon radiateur pour le refroidissement du canon. Quelques pilotes ont enlevé ce manchon, jugeant qu'il leur faisait du poids inutile et qu'emportant au maximum une certaine de cartouches, le canon n'avait jamais le temps de s'échauffer. Pour une fois, l'administration a trouvé que cette idée réalisée par le personnel navigant avait quelque valeur. On a envoyé une circulaire aux escadrilles, prescrivant de supprimer le manchon à toutes les mitrailleuses, sans se préoccuper, d'ail-

leurs, que sur cet organe étaient fixés des appareils indispensables au bon fonctionnement de l'arme, tels le réglage de la cadence et la mire Résultat : il a fallu que, dans chaque atelier, on tâtonnât pour imaginer le moyen de remonter autrement ces appareils ; il a fallu que de nombreux cerveaux travaillassent pour trouver une solution qu'il eût été si simple, en vingt lignes de circulaire, de préciser, d'indiquer et de généraliser ! On pourrait multiplier ces exemples qui prouvent le manque de coordination dont souffrent certains services de l'aviation. Espérons que le nouveau directeur imposera à tous la cohésion, la liaison nécessaires sans lesquelles tout n'est qu'anarchie et confusion.

M. M.

La crue de la Seine

L'abondante chute de neige à Paris et dans ses environs a déjà fait sentir ses effets sur le mouvement des eaux de la Seine. La hausse a été à peu près générale, alors que jeudi le mouvement était arrêté. Cette hausse, encore que peu importante, s'est malheureusement manifestée en amont du fleuve, et il est à craindre qu'aujourd'hui nous ayons à constater une élévation sensible de l'étiage du fleuve, dans sa traversée de Paris.

Des mesures, renforcées en raison d'une nouvelle crue, ont été prises par les riverains et les pouvoirs publics.

Voici les cotes publiées hier par les services hydrographiques :

Yonne. — La Châtelaine, 1 m. 85.

Haute-Seine. — Pont de Seine, à Montreuil, 3 m. 02 (hausse 0 m. 18) ; écluse de Varennes, 4 m. 26 (hausse 0 m. 14) ; pont de Melun, 3 m. 54 (hausse 0 m. 14) ; pont de Corbeil, 2 m. 75 (hausse 0 m. 08) ; écluse de Port à l'Anglais, 6 m. 82 (hausse 0 m. 04).

Marne. — Ecluse de Compiègne, 4 m. 35 (hausse 0 m. 13) ; écluse de Chalifert, 3 m. 51 (hausse 0 m. 17) ; écluse de Charenton, 4 m. 94 (hausse 0 m. 10).

Basse-Seine. — Ecluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4 m. 36 (hausse 0 m. 07) ; pont de la Tournelle, 4 m. 21 (hausse 0 m. 10) ; pont Royal, 5 m. 32 (hausse 0 m. 05) ; écluse de Suresnes, 8 m. 16 (hausse 0 m. 04) ; barrage de Bezons, 5 m. 03 (pas de changement) ; pont de Mantes, 6 m. 02 (hausse 0 m. 99) ; écluse de Méricourt, 7 m. 02 (hausse 0 m. 11).

Officiers électrocutés dans un tramway

Le 7 avril 1915, M. Despierres, actuellement lieutenant dans un régiment d'infanterie, quittait la place qu'il occupait, dans un tramway Louvres-Versailles, pour se rendre à la hauteur du Grand-Palais. Il saisit la barre de fer qui sépare la plateforme des places assises et ressentit une forte commotion, produite par le courant électrique qui actionnait l'automotrice.

Conduit à l'infirmerie du Grand-Palais, il fut, pendant quelques heures, assez souffrant, mais, bien vite, il reprit possession de lui-même et put, le lendemain, rentrer chez lui.

M. Despierres, représenté par M. Flamand, avocat, réclamait à la Compagnie générale des omnibus cinq mille francs de dommages-intérêts.

Au nom de la Compagnie, M. Duroyaume répondait que le phénomène dont l'officier avait été victime était le résultat d'un cas fortuit dont les causes n'avaient pu, malgré toutes les recherches faites, être expliquées ; qu'il s'agissait, d'ailleurs, d'un fait unique, qui ne s'était jamais produit ni reproduit depuis.

Sans contester la responsabilité de la Compagnie des omnibus, il discutait le chiffre demandé, fortement exagéré.

Le tribunal civil, présidé par M. Mesnard, a alloué à M. Despierres 500 francs à titre de dommages-intérêts.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

On nous écrit :

Une industrie qui se meurt

Lecteur assidu de votre journal, je me permets d'attirer votre attention sur une nouvelle interprétation abusive d'un décret par notre ad-mi-nis-tration ; inerte quand il s'agissait d'arrêter les centaines de mille kilos d'objets servant au ravitaillement des Boches par la Suisse et la Hollande, celle-ci est malaisante dès qu'on veut la tirer de son sommeil léthargique pour la forcer à faire quelque chose.

Voici les faits : Par décret du 14 décembre 1915, inséré au Journal Officiel à pareille date, a été interdite l'exportation du liège brut et du liège ouvré, c'est-à-dire liège ou articles en liège pouvant servir à l'ennemi. Ceci est très bien et très louable de la part du gouvernement ; mais, comme toujours, M. Lebeureu s'est dit : « Voilà une bonne occasion, d'arrêter net toute exportation, même et surtout, celles d'articles qui n'ont aucun rapport, ni avec le liège brut, ni avec le liège ouvré, proprement dit, qui pourraient servir aux Boches le cas échéant. »

Aussi a-t-on tout de suite compris dans le liège ouvré les bouchons de verre combinés avec un petit bouchon en liège perforé qui ne peuvent servir et ne servent uniquement que pour boucher des flacons de parfumerie.

Encore que l'exportation de ces bouchons soit interdite par la Suisse, la Hollande, les pays scandinaves, ça ne serait que juste. Mais cette exportation est également interdite pour les Etats-Unis, l'Amérique du Sud, etc., et surtout pour l'Espagne, alors que ce pays produit autant, sinon plus de liège (brut et ouvré) que la France !

Voilà donc une industrie essentiellement française complètement supprimée, et ceci à un moment où les Boches ne peuvent plus exporter cet article, et par conséquent, au moment le plus favorable à la reprise de la clientèle étrangère qui se fournissait exclusivement chez les Boches avant la guerre.

TOUT

La responsabilité des propriétaires

Dans la nuit du 27 au 28 novembre 1910, les époux Curti et leur fille subissaient un commencement d'asphyxie par intoxication d'oxyde de carbone. La mère et la fille se rétablirent assez rapidement, mais M. Curti succomba à l'hôpital, le 11 janvier suivant.

Une enquête fut ouverte et un expert fut commis. L'expert constata que la cause de l'asphyxie provenait de la mauvaise installation d'un poêle à combustion lente, dont la buse, entrant dans la cheminée, laissait un jour circulaire de un centimètre. L'expert constata, en outre, que les deux cheminées de l'appartement n'avaient qu'un seul conduit et que la fumée qui passait par un conduit revenait par l'autre, dans certaines circonstances atmosphériques. Cette disposition défectueuse est fréquente dans les maisons d'ancienne construction ; or, celle habitée par les époux Curti daté de plus d'un siècle. Une ordonnance de police, qui n'a pas d'effet rétroactif, interdit actuellement ce mode de construction des cheminées.

Mme Curti, qui avait actionné son propriétaire, M. Callon, devant le tribunal civil, avait été déboutée de sa demande en dommages-intérêts. Elle fit appel, et l'affaire revenait hier devant la cour. M. Thomassin se présentait pour Mme Curti, M. Thorp pour le propriétaire.

La cour a infirmé le jugement du tribunal de première instance, disant que, s'il y a eu faute de la part des locataires, bien

URODONAL

modifie l'hérédité arthritique



« Les morts dominent les vivants » (Auguste Comte.)

Tout enfant d'arthritique sera un arthritique. Dès son plus jeune âge, il doit prendre de l'Urodonal pour modifier son terrain et éviter les complications de l'uricémie.

plus lourde était celle du propriétaire, qui aurait dû prévenir ses locataires de la construction défectueuse de ses cheminées. Le propriétaire a, en conséquence, été condamné à verser à Mme veuve Curti une somme de dix mille francs à titre de dommages-intérêts.

AU MÉTRO

Sur l'intervention du préfet de police, la direction du Métropolitain mettra en circulation, à partir de demain lundi, sur la ligne Auteuil-Opéra, un train de plus aux heures d'affluence.

Notez ceci :

Dimanche 27 février, à 5 heures, salle de l'Horticulture, 84, rue de Grenelle, conférence de M. Gustave Ador, président de la Croix-Rouge internationale, sur « la Suisse et son action charitable pendant la guerre ».

LES SPECTACLES

SORFONNE. — 9 h. — Matinée Nationale avec Mme Simone, Mlle D. de Silveira, de l'Opéra-Comique, Mlle Blanche Selva, M. Henri Rabaud et l'orchestre des Concerts du Conservatoire.

Allocation de M. l'ingénieur Desson, un des dix orages récemment libérés.

Cet après-midi :

OPERA. — 8 h. 1/2. — OEdipe à Colone (acte II) ; Le Trouvère (acte IV) ; Coppélia (ballet, 2 actes).

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 1/2. — L'Ami des Femmes.

OPERA-COMIQUE. — 1 h. 1/2. — Manon.

THEATRE SARAH-BERNHARDT. — Le Chemineau.

THEATRE LYRIQUE. — Le Pré aux Clercs.

Odéon, Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Réjane, Gymnase, Palais-Royal, Renaissance, Gaité, Ambigu, Châtelet, Apollo, Athénée, Capucines, Cluny, Déjazet, Folies-Bergère, Nouveau-Cirque, mêmes spectacles que le soir.

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Monde où l'on s'ennuie.

OPERA-COMIQUE. — Cendrillon.

OPERA. — 8 h. 30. — Par le glaive.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.

THEATRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 30. Le Chemineau.

Gymnase. — 8 h. 45. — Coralie et Cie.

Palais-Royal. — 8 h. 30. — Les Deux Vestales.

Palais-Royal. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.

Variétés. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'Impromptu du Paquetage, la Bonne Intention.

Porte-Saint-Martin. — 7 h. 45. — Anna Karénine.

Renaissance. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.

TH. REJANE. — 8 h. 30. — Madame Sans-Gêne.

CHATELET. — 7 h. 55. — Les exploits d'une petite Française.

Bouffes-Parisiens. — 8 h. 15. — Kil.

Nouvel-Ambigu. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.

Cluny. — 8 h. 45. — Maître Nénuphar, Si jamais je le pisce.

Théâtre-Lyrique. — Le Pré aux Clercs.

Folies-Bergère. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.

OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.

CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Gala Antoine.

MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.

ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.

CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.

IMPERIAL. — 8 h. 15. — Un Boxeur, Pour une Bagarre.

DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.

GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.

L'expérience du docteur Lorde.

SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuet !

GAITE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.

ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.

BOITE-FRANCAISE. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.

EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches.

GAITE-ROCHOUART. — EMPIRE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.

OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.

ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

VIENT DE PARAITRE : Chez l'éditeur Louis Conard, 17, boulevard de la Madeleine : PENSEES DE GUSTAVE FLAUBERT

PILULES FOSTER

Sans rivaux pour : douleurs dans les dos et les membres, courbature, rhumatisme, sciaticque, faiblesse des reins et de la vessie, calculs et troubles urinaires, hydropisie, empoisonnement du sang par l'acide urique, etc.

DANS TOUTES LES PHARMACIES ET PAR POSTE H. BINA, pharm., 25, r. St-Ferdinand, Paris. 3 fr. 50 la boîte ; 6 pour 19 fr.

MILITAIRES

Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le Guide Militaire, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

FEMME DE MOBILISE ayant clientèle rayons parfumerie, broserie, grands magasins, demande représentation à la commission. Ecrire : M. M. P. 7, villa Amalia, Paris (XIX^e).

EVACUE, bonnes références, non mobilisable, accepterait emploi représentation ou agence soit de société de capitalisation à tirages ou de réclames ou d'affichage, lancement de marques, produits, correspondance, etc., etc. Faire offres à A. B. chez Maenhout, route de Boulogne, à Calais.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS, Imprimerie WELHOFF et ROCHE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du dimanche 27 février 1916

Les Mystères de Corneville

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

UNE LONGUE LETTRE EN GUISE DE PETIT PROLOGUE

« Comment le lien s'est-il rompu un beau jour, je te le dirai tout à l'heure. Pourquoi vient-il de se renouer ? C'est justement la guerre qui l'a voulu ! »

« Ouf ! c'est cette catastrophe qui, soudain, vient de jeter Hélène dans mes bras, ou de me précipiter dans les siens, comme tu voudras ! Curieux effet d'une bourrasque européenne, tu m'avoueras ! J'ai ce soir mon premier rendez-vous, et je le dois à cette guerre exécrée. Et je m'en absous parce que ce n'est plus une coquette longtemps courtisée, et enfin attendrie aux pieds de laquelle je vais tomber, mais une créature éplorée, un petit être faible, en larmes, secoué par la tempête, que je vais consoler, fortifier. Si tu voyais sa lettre que j'ai reçue tantôt, à mon cercle ! C'est un appel déchirant ! « Si vous m'aimez encore, ve-

nez ! Mais vous viendrez car vous m'aimez toujours ! » Quelle connaissance du cœur humain en général, et du mien en particulier ! Je te cite la substance ; la lettre est plus longue que ça. Elle m'a fendu le cœur, rajeuni de vingt ans. Hélène semblait enfin m'aimer, malgré ma chevelure presque blanche et ma barbe poivre et sel !

« Pouvais-je refuser ? Avais-je même le droit de le faire ? Car ce n'est pas à un joyeux rendez-vous que je me rends, n'est-ce pas ? C'est à un devoir sacré que je cours ! Puis-je lui laisser croire que c'est son sourire seul qui m'attirait jadis et que, du moment qu'elle pleure, elle ne m'intéresse plus ? »

« Je vais te raser, mon vieil ami, mais je n'ai jamais parlé d'Hélène à personne qu'à moi-même et j'éprouve un plaisir inconnu à plaider sa cause et la mienne auprès de toi ; comme si je me sentais coupable, de ce que la fatalité, toute seule, a voulu. C'est la destinée ! Je n'y croyais pas. J'y crois.

« La première fautive, d'abord, c'est ma femme ! Oui, mon vieux, c'est ma femme qui m'a fait connaître Hélène.

« Tu connais notre vie : j'ai hérité de mon père la librairie scientifique de la rue des Grands-Augustins ; moi qui avais soif d'aventures, au point que je voulais à vingt ans être explorateur, j'ai vécu trente ans dans le sombre magasin paternel, en vendant des géométries et en accroissant la série des « Invention pratiques » ; j'y ai doublé la fortune de mon père et à cinquante ans je me suis trouvé rentier : je me suis mis d'un cercle et j'ai eu l'impression, comme tant d'autres, moi Parisien, fils de Parisien, habitant la rive gauche d'abord, puis le quartier de l'Etoile, d'avoir

vécu en province et d'être venu me retirer à Paris sur le tard.

« Un beau jour, ma femme, qui avait augmenté son train de vie depuis la vente de la maison Perrussel, où j'ai gardé des intérêts, me dit :

« — Mon ami, tes filles sont en âge d'être mariées. Il faut qu'elles soient un peu plus élégantes, si nous sortons un peu, si nous allons dîner en ville, et si l'on nous voit un peu au théâtre. Mme de Lugano, que j'ai rencontrée dimanche dernier, en sortant de la messe de onze heures, à Saint-Philippe-du-Roule, m'a indiqué une modiste tout à fait bien, rue Daunou.

« Je me suis tout d'abord insurgé. J'ai dit que la vie était déjà assez chère, et que je ne voudrais pas de gendres assez stupides pour juger mes filles sur le degré de somptuosité ou d'extravagance de leurs chapeaux.

« Marthe, mon aînée, arrêta ma colère, — tu sais que je suis un peu soupe au lait, — et me dit :

« — Papa, c'est une jeune modiste qui commence. La maison se lance. Elle fait des prix raisonnables.

« Marthe a beaucoup d'influence sur moi. On dit qu'elle tient de moi ; ça me flatte. Elle a plus de jugeotte que sa mère.

« — Si ça ne coûte pas beaucoup plus cher que votre ancienne modiste... dis-je.

« — Nous n'avions pas de modiste ! fit ma cadette. Nous allions dans les grands magasins.

« Elles me rapportèrent, le lendemain, toutes trois, d'extraordinaires galurins qu'elles essayèrent devant moi, et qui me firent pousser des cris désordonnés, tel mon chien Azor, que tu con-

naiss, quand il entendit, aux Tuileries, le Crépuscule des Dieux joué par la garde républicaine.

« La tonalité de ces chapeaux me parut effrayante, hallucinante, folle, en dehors de toutes les conceptions d'art, de mesure ou même de bon sens. Il y eut une discussion terrible, mais dans laquelle j'eus le dessus.

« Tout au moins j'ébranlai les convictions de ma femme et de mes deux filles. Marthe dit toutefois :

« — Si papa, à présent qu'il n'est plus dans les affaires, se met à éproucher nos chapeaux et nos robes, ça va être gentil.

« Ma femme ajouta :

« — Comment allons-nous oser reporter ces chapeaux ? Nous les avons trouvés si bien ? Moi ! Je ne m'en charge pas !

« — J'irai, moi, m'écriai-je. J'ai du temps à revendre, à présent.

« — Eh bien ! C'est ça ! Vas-y, mon ami ! Tu diras que nous irons en choisir d'autres. Tu as tout ton temps à toi, c'est vrai ! Profites-en ! D'abord ça te promènera. Emmène Azor. Ça lui fera du bien, à cette bête !

« Je pris une voiture, muni du vaste carton contenant les horreurs. Dix minutes après, j'étais rue Daunou, en face de la rue Volney, devant un magasin d'un blanc crème et la devanture de style Louis XVI, et dont la porte à petits carreaux s'ouvrait à l'intérieur, de petits rideaux de soie vert pâle. On eût dit une porte de boudoir. Au frontispice, ces mots : HÉLÈNE — MODES.

« Quand j'entraî, je me trouvai dans un salon au tapis clair, littéralement planté de chapeaux.

« Trois vendeuses s'agitaient autour

de clientes américaines. C'était élégant et parfumé.

« Un arrière-salon, plus petit, un peu mystérieux, communiquait avec l'autre par une baie. Des fleurs, des plantes vertes gévaient ce sanctuaire.

« — Mademoiselle Hélène ! demandai-je d'une voix forte en réagissant contre la séduction des fleurs et des parfums qui m'enveloppaient déjà, affaiblissant mes velléités de protestations contre l'art nouveau.

« — C'est moi, monsieur, fit une voix fraîche, tandis que dans l'encadrement de la baie, apparaissait l'équivalent d'un pastel ancien : une femme vêtue de blanc, aux cheveux blonds cendrés très serrés derrière la nuque. Ils moulaient la tête nue de leur jolie propriétaire. Cette coiffure garyommière et jeune de page Renaissance était atténuée, dans son audace, par la douceur de deux yeux pervenche qui me dévisageaient avec étonnement.

« Mais le sourire des lèvres un peu trop rouges était accueillant, charmeur, il découvrait l'émail de petites dents d'une blancheur éclatante. Mlle Hélène était vêtue, selon la mode de cette époque déjà lointaine, d'une « entravée » un peu révélatrice, fortement décolletée. Elle était montée sur les talons hauts de deux mules de velours qui laissaient le voir son cou de pied très échanuré. La jambe s'apercevait, gantée d'un bas à jour de couleur chair. Je vis tout cela d'un coup d'œil, en même temps qu'un parfum frais, discret, subtil, émanant de cette blanche apparition, m'enveloppait, me troublant.

(La suite à demain.)